

Jean-Marie GANKOU

L'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

• *Le cas du Cameroun*

Préface de Georges Ngango

Présentation par Jacques Aventure

 **ECONOMICA**

Si de nos jours « développement » est presque synonyme d'« industrialisation », aucun pays n'entre dans le processus de développement sans promouvoir son commerce extérieur. Qu'il s'agisse des pays en développement ou des pays développés, le secteur extérieur a toujours joué un rôle déterminant dans le processus de croissance économique. Croissance et Développement économiques sont le reflet de la politique d'investissement du pays considéré.

Dans cet ouvrage sont analysées les interactions entre secteur extérieur et investissements industriels dans les pays en développement. A partir de l'exemple camerounais, l'auteur examine les choix effectués dans les pays moins avancés en matière de stratégie de développement économique : d'une façon générale, une politique de promotion d'investissement (aménagements fiscaux et autres avantages du Code des Investissements) côtoie une politique commerciale (tarifs et autres mesures protectionnistes) dont les effets sont contraires à ceux de la première.

*
* *

Jean-Marie GANKOU, Ingénieur Statisticien-Economiste, est chargé de cours à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Yaoundé (Cameroun). Il est également Directeur de la Prévision au Ministère des Finances.

Du même auteur : *Echange et Développement : l'exemple du Cameroun* (Economica, 1985).

ISBN 2-7178-0944-9

98 F

Jean-Marie GANKOU

L'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

• *Le cas du Cameroun*

Préface de Georges Ngango

Présentation par Jacques Aventure



ECONOMICA

49, rue Héricart, 75015 Paris

*A mon pays
A tous les enfants d'Afrique.*

« En économie, sauf de rares exceptions,
ce qui est trop mystérieux n'est probablement pas important. »

John K. GALBRAITH

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage reprend après de nombreuses et profondes modifications une thèse de doctorat « SECTEUR EXTERIEUR ET INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : CAS DU CAMEROUN » soutenue à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Pau en octobre 1982.

Je tiens à exprimer en premier lieu ma profonde gratitude envers M. Jacques Aventur, Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Pau et M. Georges Ngango, Ministre Chargé de Mission à la Présidence de la République du Cameroun et Professeur de Sciences Economiques à l'Université de Yaoundé. Sans leur bienveillant concours et leurs encouragements, il ne m'aurait pas été possible d'entreprendre ce travail.

Que MM. les Professeurs Larribau et Monteil, M. Bernard Contamin, Maître-Assistant à l'Université de Pau et M. Gérard Winter, Directeur-Adjoint de l'I.I.A.P. de Paris veuillent bien accepter l'expression de ma reconnaissance pour l'intérêt qu'ils ont porté à ce travail, et pour les suggestions et critiques qu'ils ont présentées lors de la soutenance.

Nombreuses sont mes dettes de reconnaissance envers les amis et les diverses personnes qui ont bien voulu lire ce travail pour en présenter la critique.

Préface

C'est une tâche fort agréable pour moi de préfacer cet ouvrage de Jean-Marie Gankou consacré à la promotion industrielle dans les pays en développement.

Jean-Marie Gankou est un disciple et un jeune collègue qui par sa discipline intellectuelle et son acharnement au travail est sorti du lot et occupe aujourd'hui, à juste titre, une charge de cours à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Yaoundé et le poste très important de Directeur de la Prévision au Ministère des Finances.

Sa longue expérience théorique et pratique aussi bien à l'Université de Yaoundé qu'à l'Institut de Statistique, de Planification et d'Economie Appliquée (I.S.P.E.A.), dont il fut le Directeur des Etudes, et au Ministère des Finances, donne à son ouvrage des solides garanties scientifiques qui en font un ouvrage d'information et de référence en matière d'investissements industriels au Cameroun.

L'intérêt de cette recherche sera particulièrement apprécié à la fois par les pouvoirs publics chargés de la politique industrielle camerounaise et par les opérateurs industriels nationaux et étrangers qu'attire l'aventure industrielle du Cameroun.

L'analyse du comportement d'investissement qu'il propose permet aux pouvoirs publics comme aux investisseurs de mieux comprendre les modalités ou les conditions permissives de la production industrielle.

De même les analyses qu'il livre sur les moyens institutionnels (tarifs douaniers, contingentements, exonérations diverses, caisses de stabilisations etc...) et les politiques de développement industriel (import-substitution, valorisation des exportations, etc...) doivent aider à mieux ajuster les moyens divers aux objectifs du développement industriel du Cameroun.

Une attention toute particulière doit être portée à ce que Jean-Marie Gankou appelle LA NATIONALISATION DU DEVELOPPEMENT. Celle-ci ne saurait être considérée comme un simple « moyen de lutte contre une répartition inégale des gains (entre pays développés et pays en développement) » ou un simple coup d'arrêt à la fuite effective ou potentielle des capitaux générés par l'économie sous-développée.

La nationalisation du développement passe par l'introversion et l'articulation de l'économie, par une meilleure répartition du surplus, la mise en cause et la modification de la structure de ce surplus.

Une telle stratégie suppose la création ou la promotion d'entreprises industrielles d'un type nouveau, la promotion d'un marché réellement national libéré des blocages et des goulots d'étranglement d'origine externe. Cette stratégie suppose également l'adoption d'un nouveau code des investissements capables de stimuler la création de ce marché national, d'enrayer l'hémorragie des capitaux et les moins-values des exportations et d'orienter les plus-values ainsi récupérées vers les activités les plus productives et les plus créatives d'emplois.

C'est dire combien l'ouvrage de Jean-Marie Gankou est riche de suggestions pour la politique économique des pays en développement et singulièrement du Cameroun.

Il prouve en tout cas que la nouvelle génération d'économistes africains est décidée à continuer ou à renforcer l'œuvre des anciens dans le sens d'une meilleure connaissance et d'une meilleure politique économiques africaines.

Nous ne pouvons que les encourager à aller de l'avant dans cette voie d'affirmation de la personnalité scientifique africaine et de l'efficacité de nos actions de développement.

Georges NGANGO

Professeur agrégé des Facultés de Droit
et des Sciences Economiques
Ministre Chargé de Mission
à la Présidence de la République du Cameroun

Présentation

L'économie du Cameroun constitue une exception parmi la grande majorité des économies des pays africains.

Avant de rencontrer récemment certaines difficultés résultant pour l'essentiel de l'environnement international, l'économie camerounaise a connu une croissance soutenue. Cette croissance qui a concerné le secteur agricole (café, cacao, coton) ou des agro-industries, a permis d'enregistrer des progrès sensibles dans leur exportation. Parallèlement, le secteur industriel et minier a été soutenu par de gros investissements. Par ailleurs, un important effort dans le domaine des investissements publics stimulait l'expansion du secteur Bâtiments et Travaux publics et du secteur tertiaire.

Certes l'agriculture de ce pays n'enregistre pas que des succès car, si les productions des agro-industries ou des plantations industrielles poursuivent une expansion régulière, un plafonnement de certaines productions apparaît, dû à l'urbanisation croissante et au vieillissement de la population paysanne. La forte demande des produits vivriers entretient une pression constante sur les prix qui les rend plus rémunérateurs que les produits d'exportation. Mais il reste que le Cameroun est l'un des rares pays d'Afrique tropicale où l'activité industrielle connaît une croissance significative, tout en maintenant dans des limites raisonnables l'équilibre des finances publiques et en échappant à une dégradation de la balance des paiements, dégradation qu'éprouve la majorité des pays en voie de développement.

C'est dire l'intérêt que présente le travail de M. Gankou centré sur l'analyse des investissements industriels dans ce pays. Il a le mérite d'analyser non seulement l'étude concrète des investissements industriels mais, en partant d'une étude théorique des comportements d'investissements, de faire ressortir la non-adéquation des modèles explicatifs à la situation des pays en développement.

Le lecteur trouvera ici une étude très complète de la fonction d'investissement qui témoigne de la culture économique approfondie de M. Gankou. Mais c'est lorsque l'auteur se tourne vers la méthode du choix des projets d'investissements en s'appuyant sur leurs effets qu'il nous rassure sur l'efficacité des instruments d'analyse de l'économiste dans le cadre de ces pays.

La méthode des effets permet à l'Etat de retenir les projets qui sont les plus intéressants pour assurer la coordination et l'harmonisation de ses actions. Cette démarche reste valable même dans le cas du Cameroun où la planification est peu directive. Celle-ci consiste d'abord à étudier la possibilité de réalisation d'un projet, ses effets sur l'appareil productif national et sur les agents de l'économie mais également à analyser l'ensemble des projets liés à ce processus désigné sous le nom de « grappe de projets ».

Les activités qui y sont rattachées permettent d'évaluer l'intégration précise de cet ensemble dans l'économie. Ce processus rend compte des effets directs constitués par les charges et les recettes du projet lui-même, des effets indirects engendrés par le projet d'investissement dans les autres entreprises, des effets induits suscités par l'utilisation des revenus distribués tant par le projet lui-même que pour les activités situées en amont et en aval.

Enfin au niveau de la décision, le principal critère de choix retenu est celui du maximum de valeur ajoutée actualisée ou celui du bénéfice actualisé maximum. En fait, la procédure du calcul la plus couramment utilisée est celle de la détermination du taux de rentabilité interne. M. Gankou souligne bien le caractère hasardeux du choix d'un taux d'actualisation dans un pays où n'existe pas un marché financier libéral. Mais il y a plus, car les objectifs de répartition des revenus ne sont nullement pris en compte dans le calcul global qui suppose une répartition optimale des revenus. La solution théorique de ce problème est simple à la condition que l'Etat explicite ses préférences pour une certaine répartition. On peut en douter.

Il faut espérer que M. Gankou puisse un jour approfondir cette méthode des effets qui nous semble la plus opérationnelle dans le cadre des pays en développement.

L'auteur fait ensuite un bilan critique des politiques de croissance industrielle et montre comment le Cameroun a tenté de faire du commerce extérieur un instrument essentiel de l'industrialisation.

Mais si le commerce extérieur permet de financer d'autres secteurs de l'économie, il peut aussi être un facteur de blocage qui se manifeste aussi bien au niveau de l'offre qu'au niveau de la demande. A court terme, il est difficile de modifier cette politique mais à plus long terme, on doit envisager une « nationalisation du développement » par la création d'entreprises appropriées et par une révision du Code des investissements.

On peut mesurer ici l'ampleur du travail de M. Gankou sur le double plan de la théorie et de la politique économique du développement qui fait bien augurer des futures recherches qu'il sera amené à réaliser en tant que haut responsable de l'économie camerounaise.

Jacques AVENTUR,
Professeur de Science Economique
à l'Université de Pau

Table des matières

Préface	V
Présentation	VII
Introduction	1

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS AU CAMEROUN

Chapitre I — Analyse rétrospective des investissements industriels au Cameroun	9
<i>I — L'environnement économique</i>	<i>9</i>
A — Aperçu de l'économie camerounaise et de sa politique	9
B — Production et structure de l'économie camerounaise	18
<i>II — Secteur industriel et croissance de l'économie camerounaise</i>	<i>30</i>
A — Les principaux indicateurs des activités industrielles	32
B — Les principaux secteurs de l'activité industrielle	37
<i>III — Les instruments de promotion des investissements : le Code des investissements</i>	<i>46</i>
<i>IV — Les problèmes du développement industriel au Cameroun</i>	<i>52</i>
Chapitre II — Investissements industriels et échanges commerciaux	54
<i>I — Evolution et structure du commerce d'exportation du Cameroun ..</i>	<i>56</i>
A — Evolution du commerce d'exportation	56
B — Structure du commerce d'exportation	58
<i>II — Evolution et structure des importations au Cameroun</i>	<i>62</i>
A — Evolution des importations	62
B — Structure des importations camerounaises	65
<i>III — Balance commerciale et balance des paiements du Cameroun</i>	<i></i>
A — Balance commerciale	
B — Balance des paiements	71

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DU COMPORTEMENT D'INVESTISSEMENT

Chapitre III – La fonction d'investissement	79
<i>I – Les théories explicatives de l'investissement</i>	79
A – Les modèles d'accélération	80
B – L'approche néo-classique	89
C – Les modèles financiers	103
<i>II – Les retards dans la fonction d'investissement</i>	114
<i>III – Le comportement d'investissement dans les pays en développement</i>	119
A – La capacité d'investir	121
B – Le comportement d'investissement au Cameroun.	123
Chapitre IV – Les méthodes de choix de projets d'investissement.	139
<i>I – La méthode des effets</i>	140
<i>II – Les méthodes des prix de référence.</i>	144

TROISIEME PARTIE

COMMERCE EXTERIEUR ET
POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Chapitre V – Les moyens institutionnels de développement industriel ..	149
<i>I – Les tarifs</i>	149
<i>II – Les contingents et les restrictions quantitatives</i>	155
<i>III – Le commerce d'Etat.</i>	156
<i>IV – Les exonérations fiscales et les investissements directs</i>	157
<i>V – Les unions douanières</i>	161
<i>VI – Les caisses de stabilisation.</i>	163
A – La fonction de stabilisation des cours des Caisses.	165
B – Les Caisses de stabilisation : institutions de financement	167
Chapitre VI – Les politiques de développement industriel dans les pays en développement	170
<i>I – Les politiques de développement par substitution des importations ou par valorisation des exportations</i>	170

<i>II — Les options du Cameroun en matière de politique industrielle</i>	<i>174</i>
Chapitre VII — La nationalisation du développement	177
<i>I — La création nécessaire d'un marché national</i>	<i>178</i>
A — Les facteurs de blocage associés au commerce extérieur	178
B — L'élimination des goulots externes	182
<i>II — La lutte contre les fuites</i>	<i>182</i>
A — Les sorties de capitaux	183
B — Les moins-values au niveau des exportations	184
Conclusion	187
Bibliographie	189
Liste des tableaux	197
Liste des graphiques	199

Introduction

Au cours des années 70, l'économie du Cameroun a été dominée par l'idée de Plan. Les années 1980 ne seront-elles pas celles des projets d'investissements ? Rares sont aujourd'hui les moments où ne sont pas annoncées des créations d'entreprises ou des signatures d'accords ou des conventions de prêt pour la construction d'usines, pour l'extension d'entreprises ou pour la réalisation de projets d'investissements. Le Cameroun, comme la plupart des autres pays du Sud du Sahara, a multiplié progressivement les entreprises publiques par la transformation d'entreprises privées existantes (Energie électrique, Assurances, etc.), ou par la création d'entreprises nouvelles jugées indispensables à l'exécution de ses plans de développement.

La compréhension du rôle des investissements ou de l'entreprise dans une économie donnée, passe par une interprétation de la politique économique, qui dépend à son tour de la conception de l'Etat, des processus socio-économiques et de leurs relations. Ceux-ci sont particulièrement complexes dans une économie dite « sous-développée » et s'appuient inévitablement sur une théorie du « sous-développement ». Or il existe plusieurs approches théoriques du sous-développement qu'il convient de passer en revue afin de pouvoir définir les étapes de notre propre analyse.

Toute classification est arbitraire, car il est impossible de définir une véritable partition (exhaustivité et incompatibilité deux à deux des catégories de la classification), mais notre choix a été guidé par un objectif : définir les principaux rôles des investissements dans l'économie d'un pays en développement tel que le Cameroun (1).

(1) Nous nous sommes largement inspirés de l'analyse de J. Freyssinet, *Le concept de sous-développement*, Mouton, 1966.

- La première approche de la théorie du sous-développement est de considérer celui-ci comme *un retard de développement*. La trame de fond de cette approche est constituée par l'analyse de Rostow (1). Le développement se caractériserait par une série d'étapes présentant une assez forte cohérence interne et donc « une tendance à se reproduire à l'identique » selon l'expression de J. Austruy, et en même temps possédant des éléments de nature à engendrer le passage d'une étape à l'autre. Le contenu concret de ce schéma n'est autre que la reprise de l'histoire des pays actuellement industrialisés. Il n'existe donc qu'un modèle de développement, qu'une voie sur laquelle les pays sont plus ou moins avancés. Le sous-développement n'est plus qu'un simple retard dans cette longue marche, retard qui se manifeste par une insuffisance de capital, de travail qualifié et d'entrepreneurs (2).

Le terme de retard suggère que le processus est déjà amorcé ou tout au moins en gestation et qu'il n'y a pas d'obstacles insurmontables à son accélération. Plus précisément, le décollage économique doit se faire progressivement par intégration du secteur traditionnel au secteur moderne. Et c'est par la transmission de la croissance des pays déjà développés que ce dualisme, entendu ici comme une simple inarticulation, doit se résorber. Dans ce contexte le rôle de l'Etat est limité : il doit faciliter l'extension du secteur moderne (promotion des investissements publics et privés), l'établissement de liaisons avec le secteur traditionnel. La réalisation de ces objectifs passe par le développement des infrastructures (notamment d'énergie et de transports).

Mais cette croyance dans l'automacité du décollage a été largement infirmée par les faits. Certes, certaines conditions de base doivent être satisfaites pour amorcer un processus de développement : mais si elles sont nécessaires, elles sont loin d'être suffisantes. Il existe des facteurs empêchant le déroulement spontané du processus.

- La deuxième approche du sous-développement le considère comme étant un blocage du développement. L'enchaînement ne se fait pas automatiquement parce que le secteur moderne est tourné presque exclusivement vers l'étranger, c'est-à-dire extraverti. Le concept de dualisme s'avère ainsi dangereux dans la mesure où il voile la dépendance de ce secteur moderne à l'égard des économies capitalistes industrialisées. Cette dépendance se manifeste tant au niveau des flux de biens, qu'à celui des mouvements de

(1) W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, Le Seuil, 1962. Voir également C. Furtado, *Théorie du Développement économique*, PUF, 1971, p. 95-97.

(2) Voir à ce sujet G.D. de Bernis, « Le sous-développement, analyses ou représentations », *Revue du Tiers-Monde*, janvier-mars 1974, p. 112-118.

capitaux et des transferts de main-d'œuvre. Elle ne peut être rompue que par une intervention de l'Etat donnant à l'initiative privée les moyens de créer un marché national ou tout simplement se substituant à elle.

De plus, le secteur moderne reste étroitement lié à l'agriculture. Or on sait que d'une façon générale dans ce secteur les producteurs sont rarement les principaux bénéficiaires des fruits de leur travail. Le caractère inégal de l'échange, associé à l'instabilité des cours et à la détérioration des termes de l'échange constituent un puissant blocage de développement. D'une part se manifestent des fuites monétaires importantes, et d'autre part toute velléité d'accumulation est bloquée, le profit escompté étant beaucoup trop incertain, voire même négatif à l'échelon individuel. Comme l'a montré J. Austruy, il y a une rationalité du non-développement : loin d'être l'expression d'une neutralité primitive ou prélogique, ce comportement résulte d'un sain calcul économique (1).

L'Etat va donc chercher à lever ce blocage en luttant pour une meilleure répartition des gains de l'échange. Cette lutte contre les fuites passe inévitablement par la nationalisation de certaines entreprises, la promotion d'investissements publics et privés, et l'adoption de certaines mesures en matière de politique commerciale.

Mais certains auteurs sont allés plus loin dans l'analyse. Ils estiment que ces blocages ne sont pas fortuits et ne laissent pas intact le secteur traditionnel.

- La troisième approche du sous-développement consiste à considérer ce phénomène comme *un produit du développement*. La détérioration des termes de l'échange n'est pas seulement une forme de blocage : elle constitue une diminution du niveau de vie. C'est le thème de la paupérisation repris à l'échelon mondial. On assiste à un véritable développement du sous-développement, selon l'expression d'André Gunder Frank (2), en ce sens que le secteur traditionnel subit de profondes transformations qui vont dans l'accentuation de son « exploitation ».

Ici aussi la notion de dualisme est considérée comme dangereuse, parce qu'elle cache les liaisons profondes des secteurs traditionnel et moderne : il n'y a pas d'inarticulation, mais une dépendance du secteur traditionnel qui se traduit par sa profonde désarticula-

(1) J. Austruy, *Le scandale du développement*, Rivière, 1965, p. 127.

(2) André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*, Maspéro, 1970.

tion. Les transferts de population (1), le développement des grandes plantations, l'extension des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, la diffusion des besoins nouveaux par l'effet d'imitation, l'essor démographique, l'urbanisation accélérée, la naissance d'une classe bureaucratique sont autant de phénomènes qui ont bouleversé la société traditionnelle.

Certes, cette évolution ne touche pas tous les pays de la même façon. Les pays africains ont encore de vastes zones relativement autarciques. Mais des liaisons, si faibles soient-elles, existent si ce n'est par l'impôt qui généralement est obligatoire et a nécessairement la forme monétaire : le paysan de la zone la plus reculée est donc obligé d'entrer dans le circuit monétaire.

Dans cette approche du sous-développement, la dislocation du secteur traditionnel s'inscrit dans le processus d'exploitation toujours accru de la périphérie de l'économie mondiale par son centre (2). A travers la diversité de ces transformations s'exprime une logique qui est celle des pays capitalistes développés. Dans cette perspective, la promotion des investissements publics et privés ne change rien en soi : au contraire, elle accentue le processus d'exploitation.

Inarticulation, domination, désarticulation au profit d'une articulation mondiale, telles sont les idées-force de ces trois approches du concept de sous-développement. S'opposent-elles aussi radicalement qu'elles le paraissent à première vue ? Nous ne le pensons pas. Elles rendent compte chacune des facteurs particuliers constitutifs de ce qu'on appelle sous-développement.

D'une façon générale, l'aspect relatif du sous-développement apparaît implicitement. Une chose est certaine : si deux pays se développent à des rythmes différents, le pays au rythme le plus lent finira par être sous-développé par rapport à l'autre. Ce qui ne veut pas dire que le développement du premier s'est arrêté. C'est pour cette raison que tout au long de notre travail, nous allons préférer l'expression « pays en développement » à celle de « pays sous-développé ».

S'il est illusoire de croire que le développement peut naître spontanément dans le contexte économique mondial actuel (3),

(1) Le « transfert » d'esclaves vers l'Amérique, du début du XVI^e à la fin du XIX^e siècle, a coûté à l'Afrique Noire 20 à 30 millions d'êtres humains, la population totale étant estimée à cette époque à environ 90 millions d'habitants. Cf. P. Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, Gallimard, 1971, p. 133.

(2) S. Amin, *Le développement inégal*, Editions de Minuit, 1973.

(3) Cette affirmation, valable d'un point de vue général, peut être contredite dans certains cas particuliers. Les IBOS du Nigeria en sont un exemple.

il est tout aussi dangereux et stérile de se réfugier dans une explication purement exogène. On risque, en effet, d'une part de détourner l'attention des conditions internes qui doivent être satisfaisantes, et par conséquent préparées, et d'autre part, de nier toute possibilité d'évolution en dehors d'une révolution radicale et brutale. Or non seulement un tel bouleversement paraît fort improbable, notamment dans les pays africains, mais de plus se manifestent certains phénomènes susceptibles de conduire à de profondes mutations. Ainsi le sociologue Ibrahima Diallo estime-t-il que « la naissance d'une nouvelle conscience économique », sous la poussée notamment « des jeunes cadres dotés d'une formation technique adéquate et intégrés de plus en plus aux instances de décisions politiques et économiques » peut constituer un puissant facteur d'évolution (1).

*

* *

La multiplication des investissements industriels dans les pays en développement est l'une des manifestations de cette nouvelle conscience économique. Il importe donc d'en dégager la logique. Ce sera l'objet de notre travail.

L'investissement tient une place toute particulière dans la théorie économique ; ceci est dû à sa double nature. L'investissement peut être à la fois considéré comme « demande d'investissement des entrepreneurs » et donc composante de la demande finale. Il peut être également analysé en tant qu'addition au stock de capital existant et donc déterminant du niveau de la production, aussi bien par l'accroissement du volume du stock de biens d'équipement que par l'apport en qualité.

L'investissement est donc situé au cœur de la problématique de l'équilibre et de la croissance économique d'un pays donné ; c'est pour cette raison qu'il est fortement associé au dynamisme de l'économie. Sa décision est en quelque sorte un pari sur le futur qui prend en compte toutes les anticipations.

L'investissement est également situé au centre de la liaison entre le domaine réel de l'économie et le domaine financier. Une fois décidé, l'investissement doit être financièrement réalisable. Mais, dans la majorité des cas, les pays en développement ne pouvant financer eux-mêmes la totalité des dépenses d'investissement, doivent faire appel à des capitaux étrangers. C'est là l'une des raisons pour lesquelles nous avons analysé dans ce travail les interactions

(1) I. Diallo, « L'évolution historique des formations et des structures sociales dans les pays de l'intérieur. La naissance et le renforcement du phénomène de dépendance économique », dactyl. Séminaire de l'IDEP, Bamako, 1er mars-1er avril 1973.

entre le secteur extérieur et les investissements dans les pays en développement. Ces pays font ainsi appel à l'aide internationale, ils empruntent ou encore prévoient dans leur code d'investissements des mesures qui sont de nature à attirer chez eux des capitaux étrangers. Qu'il s'agisse d'emprunt, d'aide ou de mesures d'exonération fiscales au niveau du code des investissements, ceci suppose un certain nombre de contraintes et de conséquences sur l'économie du pays considéré (1).

Ces divers problèmes seront examinés dans ce livre où la première partie comportera une analyse descriptive des investissements industriels au Cameroun et de leurs interactions avec les échanges extérieurs. La deuxième partie analysera le comportement d'investissement sous la double optique micro et macro-économique ; et, la troisième partie mettra en rapport les investissements réalisés dans les pays en développement avec la politique de développement économique des pays considérés en examinant l'opportunité et l'efficacité des choix faits en matière de politique d'industrialisation.

(1) J. M. Gankou, Pour plus de développements, voir mon ouvrage *Echange et Développement*, Economica, 1985, ch. II.

Conclusion

Le tissu industriel camerounais est caractérisé par deux grandes catégories d'entreprises industrielles : les industries de substitution des importations et les industries de valorisation des exportations. L'expérience de l'Amérique latine a montré que ce type d'industrie accroît la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et qu'à long terme leurs effets d'entraînement sur l'économie tendent vers un plafonnement.

Pour mieux comprendre le comportement d'investissement du Cameroun, il faudrait faire une distinction entre les investissements des ménages, ceux des entreprises et ceux des administrations. Les investissements des ménages sont surtout orientés vers des activités spéculatives telles que l'immobilier. Les entreprises privées étrangères investissent surtout dans les activités caractérisées par leur grande capacité d'absorption de main-d'œuvre (textiles, agro-industries, etc.). Le faible niveau de salaire associé aux avantages du Code des investissements camerounais procure à ces entreprises d'importants profits. Les investissements publics ont un caractère beaucoup plus stratégique et politique.

L'échec d'un certain nombre de projets d'investissements dans les pays en développement est partiellement dû à l'inadéquation des méthodes d'évaluation utilisées. Ainsi, dans le cas des méthodes de prix de référence il est assez difficile de déterminer ces prix pour des pays dont les économies sont encore mal connues.

Un pays en développement, tel que le Cameroun, dispose de certaines alternatives pour faire du commerce extérieur, un instrument de sa politique d'industrialisation. Or, si le commerce extérieur permet de financer d'autres secteurs de l'économie par le surplus de revenu qu'il dégage, il peut être aussi un puissant moyen de blocage qui se manifeste notamment au niveau de l'offre et au niveau de la demande.

- Au niveau de l'offre, la spécificité des produits (produits alimentaires et miniers) que les pays en développement exportent recèle des facteurs de blocage.
- Au niveau de la demande, les besoins des pays sous-développés en biens de consommation finals se caractérisent par un important coefficient d'importation lié à l'acculturation et à une diffusion des modes de consommation des pays industrialisés.

La dépendance vis-à-vis du commerce extérieur et des investissements directs étrangers (avec toutes les fuites que cela suppose) a pour principale conséquence l'impossibilité de mener une bonne politique de développement industriel. Ainsi, les déséquilibres de la balance des paiements camerounaise entre 1973 et 1975 ont rendu impossible la réalisation d'un certain nombre d'objectifs du III^e Plan quinquennal (1971-1975) qui constituait un pari que le gouvernement camerounais s'était proposé de tenir.

On doit cependant tenir compte de cette réalité : l'importance des échanges extérieurs dans les économies des pays en développement et la difficulté de s'en affranchir à court terme. Une solution pourrait être la nationalisation du développement par la création d'entreprises appropriées et la révision générale du Code des investissements des pays considérés. Cette nationalisation passerait par l'introversion de l'économie, par une meilleure répartition des fruits de la croissance économique et la modification de la structure des revenus.